

Synthèse Conférence-Débat 7 juin

« Regards croisés France-Argentine sur le développement territorial »

Rédacteur: Luciano Copello

Programme de la conférence 18h-21h :

« Les villes intermédiaires et territoires ruraux en réseaux, une réflexion depuis l'Argentine »

Susana Sassone

Chercheure au CONICET (Argentine), Géographie.

« L'enjeu des échelles locales dans les transitions énergétiques et environnementales »

Xavier Arnauld de Sartre

Directeur de Recherche CNRS, Géographie ; Université de Pau et Pays de l'Adour.

Débats animés par **Marie Pierre Cabanne** (Élue au conseil d'administration de la CACG), **Ludovic Lhuissier et Bernard Thumerel (CACG)**, en présence de **Christophe Albaladejo** (INRA, coordinateur français du Réseau de Recherche à l'International AGRITERRIS) et de **Sylvie Lardon** (INRA & AgroParisTech).



Introduction

Ludovic Lhuissier, CACG : La CACG a lancé un projet d'innovation territoriale en 2013, « on est une boîte d'ingénieurs avec l'intention de s'ouvrir aux sciences humaines ». Nous avons impliqué des géographes économistes et sociologues, des stagiaires et un thésard en géographie pour expérimenter de nouvelles approches pour les territoires. Comment faire avancer des projets, pour agir, faire aboutir des idées jusqu'à la réalisation, là où les territoires sont démunis financièrement ou pour différents raisons il ne se passe plus rien.

Dans ce territoire, on pourrait jouer un rôle, tout en humilité, en mettant les acteurs en réseau pour faire émerger des idées. Une des expérimentations menées est de réunir des acteurs du Béarn-Bigorre pour se positionner par rapport à l'appel à projet « Territoire d'Innovation Grande Ambition » (TIGA) en 2017.

Aujourd'hui, nous sommes dans la suite de cette initiative, parce qu'on sent qu'il y a des choses qui peuvent se passer : le dispositif « territoire d'industrie » vient illustrer ce type des dynamiques qui font bouger les choses. Nous voulons apporter notre pierre à ce processus, en regardant ce qui se fait d'ailleurs, pour avoir des idées et proposer des actions dans nos territoires.

Christophe Albaladejo, INRA, AgriTerris : On s'intéresse au développement rural local et dans AgriTerris, nous sommes un réseau d'institutions de recherche de trois pays : la France, le Brésil et l'Argentine, trois grands pays agricoles. L'intérêt est de comprendre une réalité de l'agriculture et du monde rural, en cherchant un point de vue hors contexte européen et de voir aussi d'autres possibilités. Dans ces trois pays, l'agriculture et les espaces ruraux prennent beaucoup de place et dans leurs identités nationales et dans leurs perspectives, d'où l'intérêt de sa comparaison.

A l'INRA, on cherchait les centres de l'agriculture, parce que c'est produire mais aussi vivre. Nous avons beaucoup travaillé avec les petites villes et les villages, et au moment de monter le projet, on s'est rendu compte qu'il avait des centres de référence des villes de plus grande taille, villes moyennes en France, villes intermédiaires en Argentine, et que l'agriculture et le monde rural ont besoin de s'articuler avec ces villes moyennes et les villages.

Les villes intermédiaires et territoires ruraux en réseau, par Susana Sassone

Dans le contexte actuel, qui nous concerne tous (les pays), une nouvelle ère de villes émerge, où la moitié des populations vivent dans des zones urbaines villes et notamment en zones métropolitaines. C'est aussi l'ère de la globalisation dans un monde interconnecté et interdépendant, où la société doit repenser ses cadres de gestion et politique.

Ces phénomènes d'urbanisation et de globalisation, dans lesquels nous sommes inclus, sont conditionnés par des modèles d'économie néolibérale, la révolution technologique, des mobilités internes et internationales et les effets de changement climatique ; mais ils sont aussi dus à un **défaut d'adaptation de nos formes de gouvernance et gouvernabilité.**

En France et dans la littérature scientifique en général, on a tendance à parler de villes moyennes, une notion qui peut être assez imprécise, tant qu'elle définit par sa taille et dans des comparaisons entre les pays, on peut avoir des surprises par rapport la taille. Depuis l'Argentine, elles sont définies

en terme de hiérarchie ou de rôle dans le territoire, avec la difficulté théorique d'arriver à comprendre leur rôle ou leur fonction.

Les deux critères pour définir et étudier les villes intermédiaires sont : la taille et la fonction. Le critère de la taille démographique, c'est une approche quantitative, où la difficulté est de définir les seuils, car ils dépendent beaucoup des caractéristiques des pays. Pourtant les chiffres pour la définition des villes moyennes sont très différents selon l'origine des auteurs (la banque mondiale, scientifiques de l'Amérique du nord, le Pakistan) car ils décrivent des réalités différentes et aussi ces chiffres ne sont pas homogènes pour des auteurs d'un même pays (ils vont de 20000 à 150000 ou de 50000 à 500000 habitants, les différences sont énormes).

Cependant, on s'entend tous pour les caractériser comme **des villes « à échelles humaines »**, du bon vivre, ce sont aussi des **centres secondaires importants** qui occupent des **fonctions** au plan **économique, administratif et éducatif**, des « chefs-lieux » très souvent dans administratives, à la tête de la gestion et surtout en réseau entre elles, et qui **connectent le rural, les villages et les grandes villes**. D'où l'importance des flux.

Pour les comprendre, il est important aussi de comprendre le jeu d'échelles : locale, régionale, nationale et globale.

Ce critère fonctionnel, au-delà de l'administratif et en termes de flux, de hiérarchie d'échelles, a aussi un rôle fort par rapport à **l'innovation technologique, sociale, la construction d'un patrimoine culturel local ou régional et la création d'emploi** pour décompresser les grandes métropoles.

Dans cette idée de théorie fonctionnelle des territoires, on cherche le rôle que jouent ces villes intermédiaires et notamment le rôle de médiation des flux, qui implique de déterminer **la zone d'influence (Hinterland) d'environ 50 à 150 kilomètres**, dont ces villes jouent ou devraient jouer un rôle, différent selon le contexte géographique. Ce sont des systèmes ouverts, qui intègrent les petites villes, les villages, les espaces ruraux. Ce sont des noyaux de complémentarité dans les systèmes territoriaux.

Articulation, équilibre territorial ou intégration territoriale ? Le modèle très souvent mis en avant est celui de la « centralité », revenir au centre pour retrouver des fonctionnalités pour les territoires, mais considérant la notion de hiérarchie et réseau, chaque ville où village est regardé avec la fonction qu'elle joue dans le territoire. La notion de villes intermédiaires nous amène à réfléchir au-delà d'un centre unique, qu'existe en tant que **système unipolaire**, mais les villes intermédiaires peuvent aussi se présenter comme des **villes jumelles ou « tween city » (système bipolaire)**, ou face à **des systèmes triadiques de trois villes en réseau** qui forment un système cohérent, ou en sorte de « chapelet », des **fédérations de villes totalement complémentaires**.

Cette complémentarité dans des systèmes qui ne sont pas uni-centrés, est du fait de la division des fonctions : une ville avec des fonctions administratives, l'autre centrée sur l'industrie et une troisième sur les activités liées au tourisme, par exemple, mais la fréquence de circulation des populations pour accéder à ces services et commerces se fait toujours au sein de la fédération.

L'évolution de **l'urbanisation dans le monde s'accroît, avec une tendance qui se maintiendra** : en 1950, 30% de la population habitait en zones urbaines, en 2015, 54% et pour 2050, il y aura un

niveau de 70% de population urbaine. Cela globalement, mais si on détaille en fonction de la taille des villes, le rôle que jouaient les villes intermédiaires dans chacun de contextes est remarquable.

Dans l'Argentine particulièrement, en 2010, 91% de la population habitait dans des villes (considérant zone urbaine celle d'au moins 2000 habitants), elle est considérée comme un pays précocement urbanisé, avec une proportion des territoires ruraux assez faible. Cependant, le nombre des villes dans les zones urbaines est de 1000, tandis que le nombre de villages considérés dans la zone rurale est de 2000.

La distribution géographique des villes en général (de deux zones), suit un même patron liée au fait d'une localisation dans la zone pampéenne, la plus riche, et la distribution de l'eau dans le pays.

La capitale du pays, avec 15 millions d'habitants, les six principales villes localisées dans la zone tempérée et ensuite les provinces avec ses capitales de province, concentrent la plupart de la population. Ces dernières 40 années, il a eu aussi une forte croissance des villes intermédiaires due au développement agricole et des grandes mines (un sujet controversé), à l'activité forestière, la pêche et la construction.

Ce sont 155 villes intermédiaires en l'Argentine pour 7 millions d'habitants. En premier 3 métropoles avec 16 millions d'habitants et 21 grandes villes avec 8 millions d'habitants. Les villes intermédiaires ont tendance à maintenir leur population au fil du temps.

Les villes intermédiaires sont un bassin de vie, de villes en lien avec leurs territoires ruraux, les villages et les zones rurales. Le monde rural se trouve présent dans ces villes à travers des commerces, des services, des institutions et l'agro-industrie ; en contrepartie, les services que prêtent ces villes à l'agriculture et au monde rural sont leur capacité en terme administratif, institutionnel et politique.

En l'Argentine, nous étudions trois villes : Tandil, Junin et Chascomus dans la région pampéenne, dont on fait l'hypothèse de trois **rayons d'influence** : de 50 km, 100 km et 150 km. Le premier a le plus fort **lien avec l'activité agricole**, car il concerne **l'alimentation de la ville**, son autofourniture en services et son l'auto-alimentation. Les deux autres rayons ont une plus forte influence, en même temps **qu'une relation fonctionnelle, avec des autres villes intermédiaires.**

Le rôle des espaces de proximité est lié à des fonctions de commerce et services, l'agriculture, des activités touristiques et d'autres fonctions peuvent-être perdues, comme on voit notamment dans la région pampéenne en l'Argentine.

Pour conclure, les objectifs poursuivis par les organisations internationales sur le développement durable mettent l'accent sur plusieurs initiatives qui impliquent les gouvernements locaux : ce sont les « partidos » ou municipalités dans l'Argentine. **Les gouvernements locaux ont un rôle essentiel**, ils peuvent, à condition d'avoir la présence de villes intermédiaires, analyser les fonctions particulières et **s'articuler avec d'autres villes proches et aussi à des échelles territoriales différentes.** Cela peut être finalement un levier pour travailler les questions de développement durable.

L'enjeu d'échelles locales dans les transitions énergétiques et environnementales, par Xavier Arnauld de Sartre.

Cette intervention porte sur comment retisser les liens dans notre territoire Béarn-Bigorre, pour cela l'hypothèse à faire est : l'environnement est un moyen pour retisser ce lien.

Le texte qui a refondé l'aménagement en France c'est le livre « Paris et le désert français », considéré comme la bible de l'aménagement. C'était un constat qui date de la deuxième guerre mondiale, refait dans les années 70'. Il s'agit de réaménager les espaces, pour éviter une grande ville et un reste tout petit.

En France, **les tentatives d'aménagement qui ont été faites ont toujours hésité entre deux voies** : d'une part **Paris et des petits Paris** démultipliés dans le territoire français et d'autre part une France avec du **lien entre le monde rural et l'urbain par des réseaux des villes et des interactions** entre ces mondes.

Au fil du temps, si on fait l'histoire des lois qui ont eu lieu, on constate des alternances selon les périodes, entre ces deux voies : on crée des **grandes villes et on structure autour**, ou alors, **on structure pour créer des liens entre les villes**.

Dans les années **70'**, **la Région des Pays de l'Adour** aurait pu être une région plus adaptée pour ce territoire et cela aurait permis une meilleure cohérence.

Dans les années **90'**, la DATAR décide de susciter des **réseaux des villes**. Tarbes-Lourdes-Pau s'était proposé comme candidats, avec une posture favorable des décideurs politiques de l'époque : Tarbes, avec le parti communiste en tête, voulait apparaître comme étant capable de tisser des liens avec d'autres acteurs politiques ; à Pau, le parti politique de M. Labarrère (maire de Pau à l'époque) voulait dépasser les frontières du département, vision contraire au parti politique de l'opposition dans le département, avec M. Bayrou (actuel maire de Pau), au conseil général des Pyrénées Atlantiques ; pour sa part, Lourdes était très content d'exister à cette époque et de la possibilité de s'insérer dans ce réseau.

Ensuite, eu milieu des années **90'**, la politique nationale crée les **intercommunalités**, les communes sont obligés d'y adhérer. Cela provoque la fin de la dynamique des réseaux des villes, on abandonne l'idée d'un réseau entre Tarbes, Lourdes et Pau.

Dans les années **2000**, les tentatives nationales des « **contrats de coopération métropolitaine** », n'ont rien donné dans ce territoire.

Finalement, à partir de **2010** et pendant ces dernières années, la politique des **nouvelles régions** vient illustrer la tentative typique de créer des « petits Paris », accompagné d'un phénomène de métropolisation très forte, qui provoque un relatif oubli des villes moyennes et du monde rural.

L'**outil « pôle métropolitain »**, aussi en **2010**, aurait pu être utilisé pour constituer un pôle métropolitain Tarbes-Lourdes-Pau, qui intégrerait dans ce réseau le monde rural, mais, finalement la notion de pôle métropolitain a été comprise par les politiques comme la grande ville et son monde rural autour.

Est-ce qu'on peut dépasser la relative incapacité à se structurer ? Avoir l'envie de se structurer ? **Des villes moyennes ont réussi à se structurer en France : à Besançon ou en Bretagne** par exemple.

La question est : est-ce que l'environnement peut être un levier pour créer ces territoires ? Et, la réponse est : ça devrait l'être.

Pour comprendre pourquoi, il faut d'abord définir qu'est qu'un territoire ? Qu'une échelle ?

Un territoire c'est deux choses, **juridiquement : c'est la proportion de l'espace dans laquelle s'exerce un pouvoir, ou disons certaines compétences de certains pouvoirs.**

Un territoire est extrêmement lié à un pouvoir et c'est le lieu d'exercice d'un pouvoir. Il y a autant de territoires que de pouvoirs à toutes les échelles, autrement dit, il y a un nombre innombrable de territoires en fonction des pouvoirs.

Le territoire c'est aussi : une réalité socio culturelle, une identité, une histoire commune et un mode d'organisation de l'espace. C'est-à-dire, la Bigorre et le Béarn, des territoires où on a une correspondance entre une histoire une identité, une organisation spatiale et une relative organisation administrative.

Alors **quand on parle de « territoire », nous avons deux** concepts, qui utilisent le même mot. Il y a **une discordance entre le territoire institutionnel et l'échelle qui fait sens pour les habitants** ou les gens qui vivent à un endroit. Autrement dit, l'espace où s'exerce un pouvoir n'est pas nécessairement l'espace où il y a une identité.

Le problème, c'est qu'on utilise **le même mot pour deux réalités différentes**, on s'est mis à croire que ces homonymes voulaient dire la même chose. Cela prête à confusion.

En effet, ce qui compte, c'est d'être capable de créer quelque chose qui soit **à la fois institutionnel, capable de fonctionner et qui fait du sens pour les habitants** en fonction de l'organisation spatiale : un **territoire fonctionnel**.

Le territoire a été sujet de très forts débats scientifiques et il y a une discipline, la géographie, dont le travail est de créer des territoires : des aires d'exercice de pouvoir pour répondre à des problèmes.

Les débats sur comment **créer le territoire qui fonctionne et qui soit gérable politiquement**, donnent à voir que : **c'est un problème assez technique**, il y a des **fortes enjeux de pouvoir liés** parce qu'en général quand on va créer un territoire ou une entité spatiale à laquelle on va donner du pouvoir, on enlève du pouvoir à quelqu'un et les acteurs sont rarement d'accord. Ensuite, **les territoires passionnent moyennement les foules**, vu le bas pourcentage d'adhésion (par ex. : les élections européennes) et enfin, ils **permettent de se déresponsabiliser**.

En résumé, pour créer un territoire nouveau, une autre échelle, on est obligé à se battre contre des habitudes anciennes et d'avoir un certain volontarisme, parce qu'on est sûr de perdre du pouvoir, de ne pas gagner de voix et d'avoir à gérer des choses très complexes pour recomposer, mettre en place des nouveaux outils de gestion, etc.

Pour faire du Tarbes-Lourdes-Pau, pour recréer des entités qui ont du sens dans cet espace, il faudra être dans une **posture volontaire pour le faire**.

Est-ce que l'environnement peut être un levier d'action pour la création des échelles ?

Aujourd'hui on parle de changements globaux pour parler des problèmes environnementaux, parce qu'ils se passent à énormément d'endroits et qu'au final, leurs impacts dépendent de l'endroit où l'action a eu lieu et cela touche tout le monde.

Pour résoudre des problèmes environnementaux, **personne ne peut le résoudre individuellement, on doit créer des instances de coopération**. Ces instances sont très **difficiles à créer pour trois raisons** : parce qu'on va **perdre du pouvoir**, par exemple, si on crée des instances internationales, il va falloir accepter d'être contrôlé par le mondial qui va nous dire ce qu'on a le droit de faire et de ne pas faire dans nos territoires, l'énergie qu'on a le droit d'utiliser, etc. Parce qu'il **n'y a pas de votes à gagner**, car on a fini de croire qu'on pourrait être gagnant avec l'environnement. Enfin, **la nature c'est l'argent**, parce que quand on l'utilise, on gagne de l'argent (par ex. l'agriculture) et si on la protège, on doit accepter de perdre de l'argent, parce qu'on est obligé d'avoir des installations pour réduire l'impact soit de réduire notre activité, et on va perdre de l'argent.

Mais, si l'environnement est refilé à l'échelle locale pour résoudre ces problèmes ?

C'est la plus petite échelle existante quand les autres échelles ont délégué ou ne prennent pas la responsabilité. Dans les accords internationaux, si on change le président d'un pays, le territoire entier va changer sa posture, mais, **dans les échelles locales le nombre des collectivités est infiniment supérieur** et s'il existe un virement électoral quelque part, l'impact sera peut-être moins important, et partant, il y a moins de risque. La troisième raison pour prendre le local, c'est parce que **les autres échelles n'ayant pas fonctionné**, à ce moment-là, peut-être que le local fera mieux.

En plus, c'est aussi **aux échelles locales que les problèmes se produisent et ce sont ses habitants les premiers à souffrir des effets**.

Finalement, puisque les actions pour avoir le moindre d'impact sur les milieux sont les plus proches de ces milieux naturels locaux, **plus on est proche, plus on pourrait avoir un impact modéré. Les acteurs peuvent se mobiliser** pour défendre quelque chose de précis.

Quels dispositifs sur lesquels s'appuyer? Le **Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET)**, les **prospectives environnementales** (c'est le cas de la réflexion sur l'Adour), les **projets de territoires**, les **innovations industrielles** (en particulière avec Territoire d'Industrie).

Les risques très forts dans chacun des dispositifs : pour le PCAET le « projet de papier », l'écrire et jamais le mettre en œuvre ; pour les prospectives environnementales, un « consensus mou », une fois tous d'accord comment agir vraiment ; pour les projets de territoires, le risque c'est de la fausse concertation ; enfin pour les innovations industrielles, le risque de la concurrence territoriale entre entreprises et de ne pas avoir de coopération.

Tarbes-Lourdes-Pau peut-il dépasser son histoire par l'environnement ?

Institutionnellement, on **n'a pas un sentiment de collaboration entre les agglomérations**, mais **l'originalité de la phase actuelle de TLP, qui jamais n'a eu lieu, c'est de partir par le rural qui a l'intention de le faire**.

En matière de sens, il y a une **logique sociale et identitaire**, il n'y a pas des différences du point de vue sociologique entre le Béarn et la Bigorre, ce sont des territoires qui ont beaucoup du sens.

Fonctionnellement, un **objet potentiellement important** : il y a des moyens autour de **l'innovation territoriale** pour répondre à la **transition énergétique** et pour faire de la **projection sur les enjeux environnementaux**.

En conclusion, **fonctionnellement ça peut marcher** en même temps qu'il y a **du sens et du vécu par les acteurs**, mais, il y a **des instances politiques et des pouvoirs bien implantés** qui en général, dans la coopération, voient plus ce qu'ils ont à perdre que ce qu'ils ont à gagner.

Questionnements et débat

Réflexion d'une élue de la commune de Campan : la notion d'échelle locale est importante mais c'est importante aussi **l'échelle individuelle**, si on la met en valeur et on fait des liens suffisants pour la faire fonctionner, car c'est une échelle qui peut faire émerger des projets sur l'environnement et au-delà. Un exemple, qualifié de négatif, c'est le contrepouvoir des gilets jaunes.

En deuxième, sur le rural et la ville il y a une **complémentarité évidente en termes d'alimentation, d'environnement et énergie**, parce que souvent le rural est le producteur et le consommateur est aussi bien le rural que la ville.

Réflexion d'un ancien membre de la CACG et de la CARA : en écoutant la chercheuse argentine et l'évocation de l'interpénétration des territoires, les villes dominantes, des grandes villes, etc. Ce sont des effets qu'ici, Pau-Tarbes-Lourdes, contrairement à ce qui peut se passer en Gironde ou dans l'agglomération bordelaise, qui gagnent de l'espace, ce qui c'est vrai aussi pour Toulouse. La chance historique que nous avons, c'est que **ni Bordeaux ni Toulouse ne gagneront jamais chacun de son côté 200 kms**, ce qui veut dire qu'on est tranquille presque pour l'éternité. Donc, créer un défi en disant nous n'attendons pas de pouvoir ou représentation de l'état au niveau régional, finalement, le territoire Pau-Tarbes-Lourdes sera dans l'obligation de continuer à s'organiser et de mutualiser, d'aller dans le sens qui vient d'être abordé au niveau environnemental. **C'est de ce triangle que les solutions sortiront** et l'influence de Bordeaux et Toulouse ne viendra pas perturber l'organisation des espaces auxquels nous sommes attachés.

Réponse de Xavier Arnaud de Sartre: sur l'échelle individuelle, le problème c'est qu'elle repose la sur responsabilisation d'individus et là **l'environnement peut avoir un effet démobilisateur quand on se sent tout seul à devoir résoudre les problèmes**. Les individus agissent en fonction des cadres que la politique a construit autour d'eux et pour cela l'insistance dans l'échelle locale, pour se dire essayons de construire ces cadres autour des individus pour leur permettre d'agir différemment.

L'alimentation, c'est aussi un levier très important, qui aurait pu être parmi les quatre mentionnés. Les territoires alimentaires locaux sont en train d'arriver assez vite et assez fort.

En troisième, en étant isolés on peut ne pas être sous l'influence d'eux, mais **on risque aussi de se perdre, d'être oublié et s'oublier nous-même** et, s'il n'y a pas un fort volontarisme pour faire quelque chose, personne ne le fera à notre place.

Réponse de Susana Sassone: sur l'échelle individuelle, même si les gens sont très importants, quand on parle de territoires, **ce sont les sociétés qui doivent concerter et négocier ce qu'ils veulent**. Il faut créer une **conscience collective** sur le territoire, un sujet abordé par la géographie à l'époque et aujourd'hui cela s'exprime en terme **d'identité territoriale**. C'est à nous, qui habitons les territoires, qui y travaillons, qui y avons notre famille, **ce sont nous, les habitants qui contribueront à sa transformation, sa croissance, sa cohésion et personne d'ailleurs le fera**.

Réflexion de Bernard Thumerel, CACG et BE : Susana a fait apparaître la notion de gouvernement local et au moment de l'introduction, elle a dit que le frein à la possibilité des villes moyennes de prendre une place, c'était la difficulté de leur gouvernance à s'adapter au changement. Dans ce que Xavier a dit, y retrouve-t-on un levier potentiel ? Est-ce qu'il y a à réfléchir à l'échelle de la relation urbain-rural pour imaginer de nouvelles formes de gouvernance ? Est-ce qu'aujourd'hui **on constate, à l'échelle globale, des formes des relations urbaines-rurales qui témoignent des nouvelles formes de gouvernements locaux ?**

Réponse de Christophe Albaladejo, Agriterris : Un des points sur lequel on insiste, c'est **l'importance d'enraciner les problèmes et les réponses à ces problèmes**. On a souvent tenté de les chercher auprès des acteurs directs du territoire : des gouvernements locaux, des communes et on trouve l'importance d'effet d'échelles, c'est-à-dire, de monter en généralité pour **trouver des centres où les acteurs se retrouvent, un levier qui permet de parler et de construire une gouvernance**.

Cette gouvernance de pouvoir, se retrouver ensemble autour d'une notion de centre et de territoire qui fait cohérence, c'est là qu'on y trouve l'importance des **villes intermédiaires comme un espace public local dans lequel se construit cette gouvernance**. Un espace public local qui a une certaine capacité d'action par rapport aux problèmes qu'a soulevé Xavier sur l'environnement, mais aussi bien des autres problèmes concernant le quotidien des habitants.

Réponse de Susana Sassone : Dans le sens de Christophe, j'ai souligné le manque d'adaptation et des formes de gouvernance, car l'expérience de l'Argentine dans les différentes échelles montrent qu'il a des crises au niveau des gens qui doivent exercer le pouvoir, car ils n'ont pas pris conscience qu'il faut changer quelque chose. **La gouvernabilité a son rapport aux institutions, au système politique et la gouvernance avec l'interaction entre les acteurs**, surtout ceux qui sont stratégiques. Ce sont deux **termes complémentaires et nous devons identifier et prévenir des disfonctionnement** dans les deux.

Intervention de Marie Pierre Cabanne : on constate dans ce territoires qu'il y a des initiatives, mais elles sont diffuses, dispersées, mais **ce territoire nous appartient aussi bien aux ruraux qu'aux urbains**. Nous sommes dans un espace isolé, loin de Toulouse et Bordeaux, le Pays basque s'est constitué en EPCI avec toute une stratégie de développement. Nous, **ici, on essaye de faire chacun des petits villages au loin**, mais face à la mondialisation et face aussi à cette logique de concentration, comment peut-on imaginer de connecter ce territoire ? C'est la difficulté, parce **qu'on ne partage pas le point de vue des uns et des autres sur ce territoire**. Est-ce qu'une volonté existe ? Doit-elle s'exprimer par les grands décideurs politiques ? Ou par nous tous, les citoyens ? Dans l'atelier travaillé cet après-midi, **nous avons constaté la domination des secteurs tertiaire marchand et non marchand**, face à une diminution des secteurs industriel et agricole. **Lorsqu'un territoire ne vit que par le tertiaire, un jour ou l'autre il disparaît**. Le dispositif « Territoire d'industrie », c'est un appel pour que ce territoire s'organise, mais cela ne se fait pas simplement entre les grands

décideurs, c'est aussi comment nous, on permet d'avoir un équilibre entre l'économique industriel et le tertiaire. Et l'autre aspect c'est comment prévoir des coopérations entre rural et urbain, mais, ne pas simplement attendre, sinon comment on réfléchit ensemble, comment on veille et on met en connexion des initiatives qui existent ?

Réaction de Xavier Arnaud de Sartre : à l'Université de Pau, nous avons été sollicités par trois TIGA en 2017 : celui de Tarbes-Lourdes-Pau, le Pays basque et Bordeaux. Dans celui du Pays Basque, c'était très intéressant la manière dont ils s'y prenaient, parce qu'ils ont une vision entre le territoire identitaire et le territoire fonctionnel qui maintenant est parfaitement au point. Quand les basques parlent, ils disent l'identité c'est telle chose et s'il y a quelqu'un qui est contre, c'est un « anti-basque » et l'adhésion est tout de suite gagnée, c'est assez impressionnant. A Bordeaux, personne doutait que Bordeaux c'est le vin, alors le TIGA c'était sur le vin et les acteurs sont tous d'accord. Ici en TLP, on parlait de dire « le Béarn et la Bigorre ne sont pas si différents au fond », **au lieu d'avoir un discours positif sous lequel se mettre tous ensemble, on commençait par se défendre de pouvoir se mettre ensemble.** Bordeaux a eu le TIGA, et le Pays Basque non, mais dû aux liens politiques qu'ils ont su construire. Ils ont réussi à aller loin de toute manière, parce qu'ils ont une **identité claire, nette, et ici, on est en train de construire cette identité.**

Réflexion du maire de la commune de Nousti : On vit une période assez particulière, je note la notion de territoires et par rapport au vécu depuis quelque temps, 5 ou 6 ans, concernant les régions, le nouveau découpage des intercommunalités, les cantons. **Tout le monde est perdu aujourd'hui** quand on parle avec les citoyens, on ne sait pas qui fait quoi, où on est et qu'est qu'on fait. On a eu une perte de région, une perte de territoire.

On a parlé d'un pays basque qui a effectivement une identité et se retrouve autour de certaines valeurs, par contre nous, le Béarn-Bigorre, il y a longtemps qu'on parle de cette association, des aéroports et plein de choses, depuis 20-30 ans ou plus, **nous sommes à côté et nous n'avons jamais su nous tendre la main.** On aurait pensé qu'avec un nouveau découpage des régions, on aurait pu réunir le Béarn et la Bigorre, mais, ce ne s'est pas fait et c'est regrettable, parce qu'effectivement, Tarbes-Lourdes-Pau, c'est un territoire qui se ressemble et les habitants on se croise constamment et on partage beaucoup de choses.

Cependant, pour le futur, rien n'est perdu. Peut-être que l'union sera via l'environnement, mais c'est autre chose aussi, c'est une histoire des personnes avant tout, car **on paye aujourd'hui la divergence entre certains personnes ou entre partis politiques.** J'espère qu'on se sera réveillé et assez tôt pour construire quelque chose dans ce territoire. **Parmi les élus, il y a une mentalité qui change** parce qu'on se rend compte aujourd'hui que dans nos villages, nous avons travaillé chacun dans son clocher (de son côté). **Il faut travailler collectivement, on est encore un peu individuels.**

Réflexion de la sénatrice des Hautes Pyrénées : Effectivement on est coincés dans ce petit territoire entre deux métropoles, Bordeaux et Toulouse, qui sont en train d'aspirer tout. Nous ne pouvons pas attendre ce fameux ruissellement, qui n'arrive pas tout de suite et en attendant, ça risque d'être compliqué. Il faut arriver à s'organiser et on peut témoigner d'une autre époque, où le département d'Hautes Pyrénées portait des initiatives, il y avait un travail important comme il n'y avait jamais eu, entre les Pyrénées Atlantiques et les Hautes Pyrénées, sur des actions concrètes. C'est sur cela qu'il **faut se baser, sur des actions communes** et on a mentionné des occasions comme l'aéroport, raté, il y a 50 ans.

Aujourd'hui on se pose toujours la question de l'échelon pertinent pour exercer une compétence. La loi NOTRE n'a pas aidé forcément, puisqu'elle a enlevé certaines compétences et ne facilite pas l'exercice des compétences.

L'environnement n'est pas la bonne porte d'entre car les élections européennes ont montré que **les citoyens veulent une définition de stratégies environnementales à un niveau européen**. On peut faire des actions environnementales à l'échelle de nos territoires, mais, il faut avoir malgré tout une stratégie globale au niveau de l'Etat et l'Europe. Est-ce que l'environnement est au cœur des compétences des trois communes Tarbes-Lourdes-Pau ? Je ne vois pas comment ce thème peut fédérer et faire démarrer des initiatives. **Je vois plutôt des actions concrètes, des projets communs, où on se retrouve dans une identité partagée entre Bernais et Bigourdans.**

Il y a une thématique sur laquelle il faudrait se pencher, qui est **la mobilité**. Au regard des dynamiques fortes, par les déplacements domiciles-travail observés au quotidien, cela peut être un **levier pour fédérer autour des initiatives locales et innovantes**, qui pourrait être initié.

*Réaction de Ludovic Lhuissier : c'est un des sujets sortis du groupe TIGA en 2017 et cet après-midi aussi dans l'atelier, dont la mobilité était au cœur, parce qu'effectivement il y a tous ces échanges du quotidien mais aussi parce que derrière il y a les **ressources énergétiques du territoire qui peuvent peut-être faire sens pour une mobilité innovante et décarbonée**. Peut-être qu'on peut expérimenter la mobilité, un sujet qui va nous assembler et en même temps, nous permettra d'innover sur les questions énergétiques et industriels.*

Remarque : Quand on parlait d'une valeur commune dans le Pays Basque et ici, la question de **l'aéroport c'était une action concrète, mais en quoi c'est porteuse d'une valeur commune ?** Si on fait une comparaison avec le Pays Basque, la valeur commune, c'est identitaire et quand on parle du Béarn et la Bigorre, c'est la Gascogne, avec une langue identique. Il ne suffit pas d'aller bien loin pour voir que **nous avons une identité et des valeurs communes. Les valeurs historiques et culturelles sont les mêmes.**

*Conclusion d'Allain Poncet, directeur de la CACG : c'est un rendez-vous pas habituel parce que c'est décentralisé, au cœur du territoire, avec des intervenants de haut niveau français et internationaux, qui montrent que **nos territoires ont de l'intérêt et ce qui se passe intéresse tout le monde.***

Pour parler de la CACG et dire pourquoi on est là ce soir, c'est parce que la CACG a changé. On est une entreprise d'aménagement et aujourd'hui l'aménagement se fait à partir du territoire et **c'est depuis les territoires, que demain, on va construire la suite de la France.**

Je circule beaucoup et la CACG travaille en France depuis Carcassonne jusqu'à la Vendée. Sur tous les territoires, je vois qu'ils ont des **immenses richesses** et ils sont **soumis aux transitions : énergétique, environnementale, économique et sociétale**. Par rapport à ces transitions, on est certain aujourd'hui que **dans les territoires il y a des solutions** et pour aller plus loin, **les territoires sont la solution**, parce que c'est là qu'il y a **les richesses matérielles, mais surtout les hommes et les femmes qui font le territoire**. C'est vous qui allez apporter les solutions et la CACG est juste là pour vous accompagner.

